

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202024]

20 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Escaut-Lys (planches 7/28, 10/28, 15/28, 19/28, 20/28, 21/28, 22/28, 26/28, 27/28, 1/17)

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment l'article 43, §§ 2 et 3, organisant l'enquête publique;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Escaut-Lys approuvé définitivement par le Gouvernement wallon en date du 22 décembre 2005 et publié au *Moniteur belge* en date du 10 janvier 2006;

Modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique

Vu la nécessité de procéder à la modification des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique en confiant cette mission à la S.P.G.E.;

Vu l'approbation de l'avant-projet de modification du PASH de l'Escaut-Lys par le Gouvernement wallon en date du 16 mai 2013 et portant plus particulièrement sur :

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de la rue du Pont de Wiers dans la commune de Péruwelz (modification n° 04.01);

- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour les rues de Beaufaux et Mont dans la commune d'Ellezelles (modification n° 04.02);

- le passage du régime de l'assainissement collectif et transitoire vers le régime d'assainissement autonome et collectif de la Zone "Tournai Ouest" (Blandain) dans la commune de Tournai (modification n° 04.03);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue Saint-Léger à Evregnies dans la commune d'Estaimpuis (modification n° 04.04);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le chemin de l'Attre dans la commune d'Antoing (modification n° 04.05);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone du "Trou des Potiers" dans la commune d'Antoing (modification n° 04.06);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour les rues Roncquoy et de Maubray dans la commune d'Antoing (modification n° 04.07);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue de l'Epine dans la commune de Bernissart (modification n° 04.08);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue Saint-Maur et la chaussée d'Antoing dans la commune de Tournai (modification n° 04.09);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une partie de la route de Grandglise et de la rue François Wachel à Bon Secours dans la commune de Péruwelz (modification n° 04.10);

- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour la chaussée de Montgomery dans la commune de Rumes (modification n° 04.11);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue de Briffœil à Brasmenil dans la commune de Péruwelz (modification n° 04.12);

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour les rues Saint-Léger et Trieu Chantraine dans la commune de Pecq (modification n° 04.13);

Considérant que le Gouvernement a décidé d'accorder l'exemption simultanément à l'approbation de l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, qu'il a mentionné les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement dans son arrêté du 16 mai 2013 publié au *Moniteur belge* du 29 mai 2013;

Considérant que le Gouvernement a chargé la S.P.G.E. de soumettre ce projet de modification du PASH de l'Escaut-Lys à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré; les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et les Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Vu la demande d'avis envoyée le 10 juin 2013 par la S.P.G.E. aux communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré; aux titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et aux Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Vu l'enquête publique organisée sur le territoire des communes concernées;

Considérant que, conformément à l'article R.288 § 4 du Code de l'Eau, les avis sont transmis dans les nonante jours de la demande de la S.P.G.E.; passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Vu les avis favorables ou réputés favorables des instances consultées pour les modifications du PASH numérotées 04.02/ 04.03/ 04.04/ 04.05/ 04.06/ 04.07/ 04.11/ 04.13;

Considérant dès lors que les modifications susvisées telles que présentées dans l'avant-projet de modification du PASH de l'Escaut-Lys sont maintenues;

Vu les avis favorables sous conditions de certaines instances consultées pour les modifications du PASH numérotées 04.01/ 04.08/ 04.09/ 04.10/ 04.12; que les autres instances ont majoritairement remis un avis favorable;

Considérant que les conditions susvisées concernent d'une part des éléments qui sont abordés dans le Code de l'Eau et, d'autre part, des conditions visant des éléments techniques qui seront pris en considération lors de la réalisation des travaux d'égouttage, que dès lors les modifications susvisées telles que présentées dans l'avant-projet de modification du PASH de l'Escaut-Lys sont maintenues;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement adopte la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Escaut-Lys, visé à l'annexe I^{re}.

Art. 2. Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 mars 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Annexe I^{re}

Modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Escaut-Lys

Le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Escaut-Lys modifié est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH et les cartes associées à chaque modification.

Ce rapport synthétise et commente les avis des instances et des citoyens consultés. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart 14-16, à 5000 Namur, ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique « Les PASH »; Sous-rubrique « Modifications des PASH »).

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/202024]

20. MÄRZ 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung der Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Schelde-Leie (Karten 7/28, 10/28, 15/28, 19/28, 20/28, 21/28, 22/28, 26/28, 27/28, 1/17)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R. 284 bis R.290;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 43, § 2 und § 3, der die öffentliche Untersuchung organisiert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Schelde-Leie, von der Wallonischen Regierung am 22. Dezember 2005 endgültig genehmigt und am 10. Januar 2006 im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht;

Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet

Aufgrund der Notwendigkeit, die Abänderung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet vorzunehmen, indem diese Aufgabe der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) anvertraut wird;

Aufgrund der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Schelde-Leie durch die Wallonische Regierung am 16. Mai 2013, der insbesondere Folgendes betrifft:

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue du Pont de Wiers" in der Gemeinde Péruwelz (Abänderung Nr. 04.01);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Straßen genannt "de Beaufaux" und "Mont" in der Gemeinde Ellezelles (Abänderung Nr. 04.02);

- den Übergang vom vorübergehenden und kollektiven Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für das Gebiet von Tournai Ouest (Blandain) in der Gemeinde Tournai (Abänderung Nr. 04.03);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue Saint-Léger" in Evregnies in der Gemeinde Estaimpuis (Abänderung Nr. 04.04);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet von "Chemin de l'Attre" in der Gemeinde Antoing (Abänderung Nr. 04.05);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet von "Trou des Potiers" in der Gemeinde Antoing (Abänderung Nr. 04.06);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue du Roncquoy" und "rue de Maubray" in der Gemeinde Antoing (Abänderung Nr. 04.07);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren der "rue de l'Epine" in der Gemeinde Bernissart (Abänderung Nr. 04.08);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einige Wohnungen der "rue Saint-Maur" und der "chaussée d'Antoing" in der Gemeinde Tournai (Abänderung Nr. 04.09);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "Route de Grandglise" und der "rue François Wachel" in Bon Secours in der Gemeinde Péruwelz (Abänderung Nr. 04.10);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "chaussée de Montgomery" in der Gemeinde Rumes (Abänderung Nr. 04.11);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue de Briffoeil" in Brasmenil in der Gemeinde Péruwelz (Abänderung Nr. 04.12);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue Saint-Léger" und "rue Trieu Chantraine" in der Gemeinde Pecq (Abänderung Nr. 04.13);

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschlossen hat, die Befreiung gleichzeitig mit der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet zu gewähren, dass sie die Gründe angegeben hat, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan in ihrem in *Belgischen Staatsblatt* vom 29. Mai 2013 veröffentlichten Erlass vom 16. Mai 2013 von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung, die "S.P.G.E." (äSociété publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)) beauftragt hat, diesen Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Schelde-Leie der Zurateziehung der von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen;

Aufgrund des Begutachtungsantrags, der am 10. Juni 2013 den von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie durch die "S.P.G.E." zugeschickt wurde;

Aufgrund der auf dem Gebiet der betroffenen Gemeinden organisierten öffentlichen Untersuchung;

In der Erwägung, dass die Gutachten gemäß Artikel R.288, § 4 des Wassergesetzbuches innerhalb von neunzig Tagen ab dem Antrag der "S.P.G.E." übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Anträge als günstig;

Aufgrund der günstigen oder als günstig betrachteten Gutachten der zu Rate gezogenen Instanzen für die 04.02/ 04.03/ 04.04/ 04.05/ 04.06/ 04.07/ 04.11/ 04.13 und nummerierten Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet;

In der Erwägung, dass die oben angeführten Abänderungen, so wie sie im Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Schelde-Leie dargestellt werden, demnach beibehalten werden;

Aufgrund der bedingt günstigen Gutachten von bestimmten zu Rate gezogenen Instanzen für die 04.01/ 04.08/ 04.09/ 04.10/ 04.12 nummerierten Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet; in der Erwägung, dass die sonstigen Instanzen mehrheitlich ein günstiges Gutachten abgegeben haben;

In der Erwägung, dass die obenerwähnten Bedingungen einerseits Elemente betreffen, die im Wassergesetzbuch behandelt werden, und andererseits Bedingungen in Zusammenhang mit technischen Elementen betreffen, die bei der Durchführung der Kanalisationsarbeiten berücksichtigt werden; dass demnach die oben erwähnten Abänderungen, so wie sie im Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Schelde-Leie vorgestellt werden, erhalten bleiben;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung verabschiedet die in der Anlage I erwähnte Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Schelde-Leie.

Art. 2 - Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität wird mit der Durchführung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. März 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage I

Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiets der Schelde-Leie

Der abgeänderte Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet der Schelde-Leie besteht aus einem Bericht über die Abänderungen besagten Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe und den Karten, die jeder Abänderung beigelegt werden.

In diesem Bericht werden die Gutachten der zu Rate gezogenen Instanzen und der Bürger zusammengefasst und kommentiert. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société Publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, in 5000 NAMUR, sowie auf der Webseite der "S.P.G.E." eingesehen werden : <http://www.spge.be> (Rubrik "Les PASH"; Unterrubrik "Modifications des PASH").

VERTALING

WAALE OVERHEIDSDIENST

[2014/202024]

20 MAART 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie (bladen 7/28, 10/28, 15/28, 19/28, 20/28, 21/28, 22/28, 26/28, 27/28, 1/17)

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie (CWATUPE), inzonderheid op artikel 43, §§ 2 en 3 houdende organisatie van het openbaar onderzoek;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie dat op 22 december 2005 definitief is goedgekeurd door de Waalse Regering en dat op 10 januari 2006 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt;

Wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied

Gelet op de noodzaak tot wijziging van de saneringsplannen per onderstroomgebied door deze opdracht aan de "S.P.G.E." toe te vertrouwen;

Gelet op de goedkeuring door de Waalse Regering van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie op 16 mei 2013, met name betreffende:

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue Pont de Wiers" in de gemeente Pêrulwelz (wijziging nr. 04.01);

- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue de Beaufaux en de rue Mont" in de gemeente Elzele (wijziging nr. 04.02);

- de overgang van het tijdelijke en gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke en autonome saneringsstelsel voor het gebied Doornik-Westen (Blandain) in de gemeente Doornik (wijziging nr. 04.03);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue Saint-Léger" te Evregnies in de gemeente Estaimpuis (wijziging nr. 04.04);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gebied "chemin de l'Attré" in de gemeente Antoing (wijziging nr. 04.05);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gebied "Trou des Poitiers" in de gemeente Antoing (wijziging nr. 04.06);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue du Roncquoy" en de "rue de Maubray" in de gemeente Antoing (wijziging nr. 04.07);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van de "rue de l'Epine" in de gemeente Bernissart (wijziging nr. 04.08);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue Saint-Maur" en de "chaussée d'Antoing" in de gemeente Doornik (wijziging nr. 04.09);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van een deel van de "route de Grandglise" en de "rue François Wachel" te Bon Secours in de gemeente Pêruwelz (wijziging nr. 04.10);

- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "chaussée de Montgomery" in de gemeente Rumes (wijziging nr. 04.11);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue de Briffoeil" te Brasmenil in de gemeente Perulwelz (wijziging nr. 04.12);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue Saint-Léger" en de "rue Trieu Chantraine" in de gemeente Pecq (wijziging nr. 04.13);

Overwegende dat de Regering beslist heeft de vrijstelling gelijktijdig met de goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied toe te kennen, dat ze de redenen heeft vermeld waarvoor ze beslist heeft dat plan vrij te stellen van een milieueffectenbeoordeling in haar besluit van 16 mei 2013 bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 mei 2013;

Overwegende dat de Regering de "S.P.G.E." ermee heeft belast dit voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie te onderwerpen aan de raadpleging van de gemeenten betrokken bij het overwogen onderstroomgebied, de betrokken houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op de adviesaanvraag gezonden op 10 juni 2013 door de "S.P.G.E." aan de gemeenten betrokken bij het overwogen onderstroomgebied, aan de houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en aan de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het openbaar onderzoek georganiseerd op het grondgebied van de betrokken gemeenten;

Overwegende dat de adviezen overeenkomstig artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek binnen negentig dagen na de aanvraag van de "S.P.G.E." worden overgemaakt; na die termijn worden de adviezen geacht gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige of gunstig geachte adviezen van de instellingen geraadpleegd voor de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied genummerd 04.02/ 04.03/ 04.04/ 04.05/ 04.06/ 04.07/ 04.11/ 04.13;

Overwegende dat de bovenvermelde wijzigingen zoals voorgesteld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie dus gehandhaafd worden;

Gelet op de voorwaardelijk gunstige adviezen van sommige instellingen geraadpleegd voor de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied genummerd 04.01/ 04.08/ 04.09/ 04.10/ 04.12; dat de andere instellingen voor het merendeel een gunstig advies hebben uitgebracht;

Overwegende dat de bovenvermelde voorwaarden enerzijds betrekking hebben op elementen die in het Waterwetboek behandeld zullen worden, en anderzijds, op technische elementen die bij de uitvoering van de rioleringswerken in aanmerking zullen worden genomen; dat de bovenvermelde wijzigingen zoals voorgesteld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie dus gehandhaafd worden;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Regering keurt de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie bedoeld in bijlage I goed.

Art. 2. De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

Bijlage I

Wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie

Het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie bestaat uit een kaart en uit een verslag betreffende de wijzigingen van dat saneringsplan per onderstroomgebied en de bij elke wijziging horende kaarten.

De adviezen van de geraadpleegde instellingen en burgers worden in dit verslag samengevat en uitgelegd. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Die bestanddelen liggen ter inzage bij de "Société publique de gestion de l'eau", avenue de Stassart 14-16, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de "S.P.G.E." ingekeken worden: <http://www.spge.be> (Rubriek "Les PASH"; Subrubriek "Modifications des PASH").

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202060]

20 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique wallonne en matière de recrutement, de promotion, de régime disciplinaire et de congés et d'absences

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 15 novembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 novembre 2013;

Vu le protocole de négociation n° 628 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 12 décembre 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 54.979/2, donné le 24 janvier 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, il est inséré un article 29bis rédigé comme suit :

« Art. 29bis. Par dérogation aux articles 22 à 29, le membre du personnel contractuel recruté en application de l'article 119quater sur le poste qu'il occupe est dispensé du stage si, pendant la durée de son contrat, il a été évalué favorablement conformément à l'article 12, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel. »

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 119quater rédigé comme suit :

« Art. 119quater. Par dérogation aux articles 13, alinéa 2, 15, 117 et 119bis, le membre du personnel contractuel engagé à durée indéterminée est recruté s'il satisfait aux conditions suivantes :

1° remplir les conditions générales d'admissibilité visées à l'article 19, 1° à 5°, et 8°;

2° être lauréat d'un concours de recrutement organisé par le SELOR;

3° être en ordre utile pour être recruté sur le poste qu'il occupe ou sur un autre poste de même niveau et de même métier déclaré vacant. »

Art. 3. L'article 174 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, est remplacé par ce qui suit :

« La proposition définitive de blâme, de retenue de traitement, de déplacement disciplinaire, de régression barémique, de rétrogradation, de démission d'office et de révocation est établie et notifiée par le comité de direction sur proposition de l'agent qui a entamé l'action disciplinaire. »